



COMPTE RENDU COMMISSION PERMANENTE
16 janvier 2020
CEMEA

Personnes présentes : Marion AUBERT, Sylvain BENAIN (Tours), Marie-Agnès CHOPIN (Saint Herblain), Brice DAYOT (Bondy), Laurent DAUTY (Mondeville), Marie Christine DELAUNAY-FÉLIX (Nantes), Cécile DUPORTAIL (Arcueil), Céline ERIEAU (Saint-Nazaire), Yannick KERAUFFRET (Maurepas), Thierry MALATESTA (Aigondigne), Rozenn MERRIEN (Saint-Denis), Sandrine MORENT (Saint-Etienne), Sylvia ROUDAUT (Saint-Denis), Marie-José TORRERO (Guyancourt), Thierry VASSE (Orvault)

Personnes excusées : Théo ARMANI (Colomiers), Thierry BACA (Colomiers), Gaëlle BECHU (Bagneux), Janine BOUVAT (La Ciotat), Hervé DAVID (La Flèche), Jean-Michel DAVIDOU (Angoulême), Nicolas DEBUCQUET (Cholet), David DENIS (Roanne), Gabriel FRAGA (Ulis), Régis GIUNTA (Strasbourg), Kader KADIRI (Ecouen), Julien KASTELYN (Chenevieres), Thierry LEOUFFRE (Nîmes), Jean Michel MACAULT (Angers), Bernard MAILLARD (Evry), Marie-France MENIER (Montreuil), Dominique MONTET (Ivry), Sophie PARLIER (Saint-Nazaire), Guillaume PIKE (Canopé), Adam SOUSSI (Roques), Marie TALUCCI (Seyssinet-Pariset), Anne TERNISIEN (Tremblay-en-France), Clément VOLDIOIRE (Clermont-ferrand).

Ordre du Jour :

1- Vie de l'association (Adhérents, groupes régionaux et sollicitations)

2 - Formation des animateurs : enjeux et perspectives

3 - Présentation du 42^{ème} colloque nationale de l'AFAE : "Parcours, Mobilités, Territoires pour une fabrique des possibles"

4 - Capitalisation des contenus et suites du congrès 2019/ mise en perspectives congrès 2020

Sujets	Échanges et décisions	Suivi
Vie de l'association	Accueil des nouveaux membres de la Commission permanente 2020 : Théo ARMANI et Thierry BACA (Colomiers), Lucile CASSAN (Gonesse), Hervé DAVID (La Flèche), Nicolas DEBUCQUET	Marion

	<p>(Cholet), Sébastien DELANOE (Deauville), Pascal GUILHOT (Vitrolles), Nadine GUILLEUX (Chatellerault), Yannick KERAUFFRET (Maurepas), Eric NAIGRE (Les abymes), Sylvia ROUDAUT (Saint-Denis), Clément VOLDOIRE (Clermont-Ferrand)</p> <p>→ Cette année, la Commission permanente est composée de 42 membres.</p> <p>Adhésions :</p> <p>2019 : 424 adhérents (58% de femmes /42 % d'hommes). dont 55 nouveaux adhérents. RAPPEL : + 18 % des adhésions depuis 2017.</p> <p>Des adhérents issus des villes majoritairement : L'association regroupe 91,6 % % de cadres de l'éducation travaillant dans des communes. De nouveaux publics rejoignent l'association : participation des intercommunalités (20 adhérents) et des départements (4 adhérents)</p> <p>Des cadres de collectivités territoriales : L'association regroupe principalement des directeurs de service ou chefs de service qui agissent au sein des services éducation, affaires scolaires, enfance et jeunesse des collectivités locales. Des Directeurs Généraux Adjointes ayant en charge l'éducation, des Directeurs Généraux de Services participent régulièrement à la vie de l'association et aux réseaux régionaux, certains font partie du Conseil d'Administration.</p> <p>Une représentation de la diversité des territoires : Les villes des différentes strates de population sont représentées au sein de l'association, avec près des 3/4 de villes de 10 000 à 50 000 habitants (70 %).</p> <p>A noter : Une évolution du nombre d'adhérents des grandes villes de France, 15 % des adhérents de l'association sont issus de villes de plus de 100 000 habitants (contre 10 % en 2018) Parmi les villes de plus de 150 000 habitants, des cadres de 14 des 24 plus grandes villes françaises sont adhérents de l'ANDEV (Lille, Lyon, Toulouse, Strasbourg, Nantes, Marseille, par exemple).</p> <p>Pour plus de précisions, voir rapport d'activités 2019</p> <p>2020 : Lancement de l'adhésion en ligne 31 adhésions à ce jour. → Relance mi janvier de la campagne d'adhésion avec les voeux de l'association</p>	
--	---	--

<p>SOLLICITATION</p>	<p>Comité de pilotage Archiclasse, 8 janvier 2020, Paris (Brice DAYOT) Objectif : Contribuer à renouveler la transformation de l'école par le numérique Composition de ce comité : ordre des architectes, fédération des élus ruraux, enseignants, représentants des collectivités / Andev....</p> <p>Site Archiclasse à consulter : véritable boîte à outils en appui dans les différentes phases d'élaboration d'un projet de rénovation/construction d'établissement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Proposition de recenser des formations autour des nouvelles formes d'organisation de l'espace. → Un répertoire des typologies de mobiliers adaptés aux usages pédagogiques : cf fiche mobilier → Des conseils pratiques pour mettre en oeuvre la métamorphose des espaces d'apprentissages : cf fiche feu de camp. <p>Comment favoriser la scolarisation et la persévérance scolaire des enfants vivant en situation de précarité, 9 janvier 2019 (Marie-Christine DELAUNAY-FÉLIX) // REPORTEE au 12 mars 2020</p> <p>Webconférence sur la lutte contre le harcèlement entre enfants, organisée avec Idéal Connaissances, 21 janvier 2020 (Thierry VASSE) Le harcèlement entre enfants est très souvent réduit au terme de harcèlement scolaire. Or, un enfant harcelé en classe, peut aussi bien l'être sur les temps de restauration scolaire ou d'accueil périscolaire, et bien souvent même dans l'espace public ou à son club de loisirs.</p> <p>Au cours de cette webconférence, Thierry Vasse, Vice-Président de l'ANDEV, et DGA à la ville d'Orvault, et Mathieu Bompas, Chargé de mission Projet Educatif dans la même collectivité présenteront cette approche qui a guidée la mise en place d'actions de sensibilisation, de communication et de formation auprès des enfants et des acteurs éducatifs, dans le cadre du Projet Educatif Global de la Ville. Ils proposent de donner des clefs de compréhension pour inciter d'autres acteurs territoriaux à s'emparer de cette question du harcèlement et plus largement du vivre-ensemble.</p> <p>Mercredi 22 janvier 2020 à l'IH2EF de Poitiers : séminaire Webdiffusion « Instruction obligatoire à 3 ans » cf. annexe (thierry VASSE) L'IH2EF et la DGESCO ont diffusé en direct de 13h30 à 14h45 une émission sur l'instruction obligatoire à trois ans sur la chaîne youtube de l'IH2EF.</p> <p>Inscrite au plan national de formation des personnels de l'éducation nationale et initialement dédiée aux inspecteurs</p>	
-----------------------------	--	--

	<p>du 1er degré, conseillers pédagogiques et enseignants maîtres formateurs, l'émission était <u>ouverte à tous</u> afin que le plus grand nombre bénéficie des apports des invités en plateau (Parmi eux, Thierry VASSE, Vice président de l'ANDEV et Directeur Général adjoint à Orvault, IA-DASEN, IEN, directeur de l'éducation, enseignants et CPC...)</p> <p>Rencontres Maternelles du GFEN, 25 janvier 2020 (Laurent DAUTY) En 2018, c'est la notion de « métier » qui a été questionnée lors des rencontres maternelles. ; en 2020, cela sera « l'inter-métier » : la coopération entre adultes à l'école maternelle. Si la dimension collective du travail et l'organisation de collectifs de travail deviennent de véritables projets partagés, alors elles constituent une réelle opportunité d'efficacité collective au bénéfice des enfants, surtout ceux des milieux populaires. C'est l'engagement du GFEN depuis de longues années de démocratiser l'accès au savoir.</p> <ul style="list-style-type: none"> → Laurent Dauty animera l'atelier "Mobiliser tous les acteurs pour scolariser les enfants de moins de trois ans", avec les témoignages de Cécile CAGNOL (Trappes) et Claire LEGLISE (Bassens) → Programme de la journée : ici <p>2ème Comité national d'orientation et d'évaluation des cités éducatives, 28 janvier 2020 (Marie-Agnès CHOPIN, et Rozenn MERRIEN)</p> <ul style="list-style-type: none"> → Enquête auprès des adhérents concernés sur les difficultés, les leviers, les freins rencontrés. 	
CEMEA	<p>Accueil de Jean Luc CAZAILLON, DG des CEMEA depuis 2011 J.L CAZAILLON a participé les 21 et 22 novembre 2019 aux rencontres nationales des villes éducatrices (RFVE) à Orly sur la thématique « Quelle éducation en 2030 ? », avec l'ANDEV pour réfléchir ensemble à une ambition éducative commune pour les années à venir .</p> <ul style="list-style-type: none"> → Pour visionner les rencontres, c'est ici ! → Cf rapport d'activités des CEMEA 2019 → Focus sur Yakamedia : Médiathèque éducative des CEMEA/ Banque de ressources au service de nos réseaux. Présentation en CP de mai 2020 → Les CEMEA sont en lien avec les collectivités locales pour accompagner les grands enjeux de l'éducation et les évolutions à l'oeuvre, avec toutes les difficultés actuelles pour faire vivre un réseau associatif. <p>Collectif du CAPE (Collectif des Associations Partenaires de l'Ecole publique) : 26 Associations pour l'éducation populaire à retrouver ici dont La Ligue, Léo-lagrange, GFEN, Francas etc</p>	

	<p>→ Inscrire l'éducation dans une dimension prospective en 2020, pour l'éducation du 21ème siècle : malgré la faiblesse des relations avec le MEN, l'idée est de ne pas s'inscrire en résistance, mais bien de mettre en débat l'éducation, au delà de l'école. Il s'agit de questionner la place des familles, de construire un débat citoyen avec l'appui de syndicats enseignants, le RFVE, l'ANDEV. Les CEMEA reviendront vers l'ANDEV une fois que la démarche sera plus structurée (démarche soutenue par la Presse : Médiapart). Il s'agit notamment d'interroger la formation des enseignants, la participation des acteurs de l'éducation à la formation initiale des enseignants, ...</p> <p>Axes de travail mis en perspective :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partager les réalités et les spécificités des territoires ultra marins et porter leur voix, développer les réseaux. - S'ouvrir à une dimension européenne et internationale pour alimenter nos réflexions nationales sur l'Education et ainsi élargir le champ de nos préoccupations. La ville de Strasbourg, semble être un territoire pertinent pour aborder l'Éducation à une autre échelle lors d'un prochain congrès. Faire le lien avec l'AIVE Association Internationale des Villes Educatrices (Voir François Mesure de Rennes) - Développement durable 	
FORMATION DES ANIMATEURS : ENJEUX ET PERSPECTIVES	<ul style="list-style-type: none"> - Une mission d'information parlementaire s'intéresse aux métiers des animateurs. François Ruffin, co-rapporteur de la mission, demande aux professionnels d'apporter une témoignages sur leurs conditions de travail, leur engagement quotidien, leurs réussites, leurs désillusions... - La mise en œuvre très rapide de la réforme des rythmes éducatifs de 2013 avait entraîné le recrutement massif de plus de 200 000 animateurs. Cette situation avait conduit les services du ministère chargé de la jeunesse (DJEPVA) à engager une réflexion sur la professionnalisation des animateurs périscolaires. - À la suite de la modification de l'organisation du temps scolaire (OTS), le Gouvernement a lancé le « Plan mercredi » le 20 juin 2018 avec pour ambition 	

	<p>de construire un cadre de confiance pour les usagers et les organisateurs des accueils collectifs de mineurs le mercredi, visant un double objectif de qualité des activités proposées et de continuité éducative entre les temps scolaires et périscolaires.</p> <p>→ Pour répondre à ces défis s'est engagée une réflexion qui a conduit à la création du Certificat Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (CPJEPS) et à la création d'un baccalauréat professionnel spécifique et ciblé sur les métiers de l'animation (Bac Pro).</p> <ul style="list-style-type: none"> - La création du CPJEPS animateur d'activité et de vie quotidienne par décret n° 2019-144 du 26 février 2019, outil d'insertion, répond à des besoins identifiés d'un animateur d'activités de niveau 6 selon la nomenclature européenne, autonome dans ses interventions pédagogiques avec une formation plus accessible en durée et en coût. Les premières sessions de formation devraient débiter à la rentrée 2019-2020. Il remplace le BAPAAT. - Le « Bac Pro Animation » institué par arrêté du 22 juillet 2019 portant création de la spécialité « animation - enfance et personnes âgées » constituera dès la rentrée 2020 une formation initiale à destination de l'animation périscolaire. (Premiers formés en 2023). Il remplace le bac SPVL (Service de proximité et vie locale) et concernera environ 2000 élèves. Ce diplôme vise à former des animateurs généralistes capables d'organiser et réaliser des activités d'animation de nature variée, auprès d'un public jeune mais également des personnes âgées. <p>Ces diplômes associés aux autres diplômes professionnels et qualifications de branches existants dans le champ de l'animation sont de nature à répondre aux besoins identifiés sans qu'une nouvelle formation de niveau CAP ne semble utile.</p> <p>Remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Attention, si on peut embaucher un BAFA ou un BAC PRO pour les mêmes missions, quelle valorisation du bac pro? Il convient donc d'organiser ce bac pro de manière à offrir un cadre différent aux personnes entrant dans l'animation par le BAFA. → Qualification qui s'inscrit dans la filière scolaire, quid de la filière de l'apprentissage? 	
--	--	--

	<p>→ Stagiaire bac pro considéré comme tel sur déclaration d'ACM ? Quel niveau d'autonomie leur laisser : progressivité sur les 3 ans? mais cela dépend du jeune en question. Les bafa ont 18 ans, alors que les jeunes des bac pro auront 15 ans en début de parcours. avec 22 semaines de stage à effectuer sur 3 ans.</p> <p>→ Quel développement de carrière dans la fonction publique quand on est un animateur diplômé Bac pro? ne permettra pas de diriger un ALSH, il faudra toujours un BPJEPS.</p> <p>→ Cela questionne aussi le type d'enseignants pour cette formation bac pro : il serait pertinent que l'Education nationale associe les CEMEA à ces formations.</p> <p>→ Pénurie de directeurs d'ACM : Difficulté de trouver des personnes formées et compétentes pour diriger des ACM et centre de vacances. Les villes sont tiraillées entre la gestion de la pénurie et la qualification des animateurs, cela interroge la reconnaissance du métier, sa valorisation, l'absence de catégorie A. On assiste à la paupérisation y compris culturelle et intellectuelle de la population, avec des niveaux qui ont baissé. Le métier de directeurs d'ACM n'attire plus de la même manière qu'il y a plusieurs années. Groupe de travail DJEPVA, UNAT, JPA, CNAF : comment fidéliser les équipes d'animation, comment travailler avec les organisateurs des ALSH qu'ils soient privés ou publics?</p> <p>+ fin de la dérogation en août 2020</p> <p>→ Bac pro : Les cartes des lycées seront accessibles un peu avant la rentrée prochaine sur les sites des rectorats académiques. Les collectivités peuvent d'ores et déjà prendre de l'avance en contactant directement les lycées (cf bacs SPVL sur site ONISEP) . Formation prévue dans 150 établissements prévus à la rentrée 2020</p> <p>CEMEA/ Formation des animateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les CEMEA n'ont jamais signer de convention cadre avec le CNFPT. Plusieurs Expérimentations de formation intéressantes en Auvergne-Rhône Alpes Situation très différente d'un territoire à l'autre. - Interventions dans les INSPE au nom du CAPE sur la question de Laïcité/ vivre ensemble : espaces 	
--	---	--

	de formation, participation à des conseils scientifiques. Le combat reste quotidien pour être associés.	
<u>PRÉSENTATION</u> <u>DU 42 EME</u> <u>COLLOQUE</u> <u>NATIONAL DE</u> <u>L'AFAE :</u> <u>“PARCOURS,</u> <u>MOBILITES,</u> <u>TERRITOIRES</u> <u>POUR UNE</u> <u>FABRIQUE DES</u> <u>POSSIBLES”</u>	<p>Catherine Moisan, était professeur de maths. Elle a été également Inspectrice Générale, Directrice des affaires scolaires de la ville de Paris, conseillère dans des cabinets ministériels. Elle devient expert auprès de la Commission européenne et mène des études comparatives sur les systèmes éducatifs européens. De 2013 à 2015 elle a été directrice de la Depp (Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance) pour les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.</p> <p>Elle est aujourd'hui Présidente de l'AFAE (Association Française des Acteurs de l'Éducation). Créée en 1978, association 1901, reconnue d'utilité publique, ouverte dans un premier temps aux chefs d'établissement du second degré, s'ouvre dorénavant aux enseignants, DASEN.....</p> <p>L'AFAE est un espace d'échanges, de libre expression et de propositions. Elle rassemble, en dehors de tout dogmatisme et de toute préoccupation politique ou syndicale, des personnels qui exercent des fonctions de responsabilité à tous les échelons du système éducatif, et qui, par leur action, leur engagement ou leurs recherches, veulent concourir à la qualité, à l'efficacité et au renouveau du service public d'éducation.</p> <p>3 activités phares :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour de l'ouvrage de référence “Le système éducatif Français” - Publication de 4 numéros de revues dans l'année - Préparation du colloque annuel . <p>L'AFAE organise chaque année un colloque national qui réunit des professionnels de l'éducation, des chercheurs et surtout des personnes qui s'intéressent à l'éducation. Cette ruche de réflexion permet à chacun de repartir avec des pistes de réflexion, des mises en œuvre concrètes, des contacts et de donner un sens aux actions sur le terrain.</p> <p>Cette année, le colloque aura lieu à Bordeaux, les 27, 28 et 29 mars 2020 sur le thème “parcours mobilités territoires, pour des fabriques des possibles : ici</p> <p>Fonctionnement de l'AFAE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des adhérents, abonnés, sympathisants qui achètent la revue mais ne sont pas adhérents, 	Thierry VASSE

	<ul style="list-style-type: none"> - Une logique de déconcentration en région : il y a des responsables académiques, (sauf à Limoges), qui sont des relais en région. - Le conseil Scientifique du colloque se réunit en juin, juillet, octobre pour un colloque qui a lieu en mars. (composition : rédacteur en chef de la revue, des universitaires, des professeurs, la région, présidente de l'AFAE, composition modulable selon le thème du congrès) - Accueil du congrès réalisé par des jeunes en bac pro (signalétique, bagagerie etc) - Financement : Depuis 2009, le seul salarié de l'association n'est plus mis à disposition par l'Education Nationale.... Subvention du ministère de l'Education + Sponsors privés pour le colloque (CASDEN, MGEN, MAIF....) <p>Perspectives du partenariat ANDEV / AFAE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Publication à envoyer à l'AFAE + s'informer mutuellement des congrès. Nous aiguiller sur des intervenants pertinents pour les prochains congrès (ex personnels de l'Education Nationale avec une liberté de parole) - Sujets transversaux à partager, objet de travail commun, ressources complémentaires, l'ANDEV pourrait contribuer à la revue de l'AFAE.... - Possibilité d'ouvrir un temps de débat à une prochaine CP : regard sur le système éducatif français et notamment sur la mixité sociale au collège. 	
COMPENSATION AUX COMMUNES DE L'AGE DE L'INSTRUCTION	<p>→ Décret no 2019-1555 du 30 décembre 2019 relatif aux modalités d'attribution des ressources dues aux communes au titre de l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire</p> <p>→ Arrêté du 30 décembre 2019 pris pour l'application de l'article 2 du décret no 2019-1555 du 30 décembre 2019 relatif aux modalités d'attribution des ressources dues aux communes au titre de l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire</p> <p>L'article 17 de la loi est clair : « L'État attribue de manière pérenne à chaque commune les ressources correspondant à l'augmentation des dépenses obligatoires qu'elle a prises en charge (...) dans la limite de la part d'augmentation résultant directement de l'abaissement (...) de l'âge de l'instruction obligatoire ». Au regard de cet élément, seules les</p>	

		<p>communes qui jusqu'ici ne finançaient pas les écoles maternelles privées, et qui devront désormais le faire du fait de cette nouvelle loi, se verraient bien financièrement accompagnées.</p> <p>Le décret du 30/12 précise que les communes sièges et de résidences sont tenues de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des classes maternelles privées, dans les mêmes conditions que pour les classes d'enseignement public. Seul la participation pour les enfants de – 3 ans est soumise à accord.</p> <p>Néanmoins il peut être interprété que l'accompagnement financier peut être envisagé dans le cadre d'une augmentation des dépenses liées à la réforme (plus d'élèves, plus d'ATSEM par exemple). La différente pourrait être prise en charge selon les communications du ministère....sans aucune officialisation sur le sujet.</p> <p>Les modalités d'attribution restent donc inconnues, et il convient de solliciter le rectorat du territoire pour demande spécifique d'éclairage.</p> <p>→ La demande d'attribution de ressources est à adresser par la commune au recteur d'académie au plus tard le 30 septembre 2020.</p> <p>Le RFVE prépare une réaction sur éléments des coûts pris en charge.</p> <p>→ Il serait également intéressant de recalculer le coût de la scolarité en maternelle et en élémentaire en lançant une enquête auprès des adhérents.</p>	
Bilan 2019	Congrès	<p><u>Coup de coeur du congrès des membres de la CP: (souvenir le plus mémorable)</u></p> <p>Convivialité/ ambiance générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qualité d'accueil sur le site - Un groupe "fil rouge" tout en légèreté et profondeur. <p>Organisation générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identité du lieu "de la Friche" qui donne un esprit au congrès et la ville de Marseille. - Capacité à faire ensemble : fluidité des relations. Chacun a un rôle défini, sait ce qu'il a faire. Au delà des contenus, la force de frappe en équipe est très forte. L'Intelligence collective est à l'oeuvre. - Le lien avec les partenaires au coeur de l'installation : erasmus + <p>Contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier sur les émotions numériques 	Rozenn, Marion, Marie-Jo,

	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier sur les parcours numériques - Format du débat contradictoire - Interventions des conférenciers qui aiguissent l'esprit critique <p><u>Objectifs du congrès et évaluation par les membres de la CP (note comprise entre 1 et 5) :</u></p> <p>1/ Participer et agir (numérique citoyen et inclusif) : 3,5</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capitaliser sur les contenus : synthétiser dans un écrit à envoyer aux adhérents - Aller plus loin dans la progression et la cohérence entre les temps. - Réfléchir au cheminement de façon plus ordonné et ensuite penser les contenus et non l'inverse. - <p>2/ Asseoir la crédibilité ANDEV : 4,5/5</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau des intervenants - mixer le sérieux et le convivial <p>3/ Faire vivre le réseau, faire collectif : %</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partager un temps collectif, des valeurs - Grands absents du congrès : Education Nationale : perfectible à ce niveau. Elaborer une stratégie de communication et faire intervenir l'Education nationale au niveau local. <p>4/ Poursuivre le travail sur la méthodologie participative</p> <p>À améliorer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - certains ateliers à conforter dans la démarche collaborative favorisant la participation, la mise en mouvement, le partage. <p>Perspectives pour congrès 2020</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inclure de la parité dans les tables rondes : il n'y avait que des intervenants "hommes" cette année! - Contribution des réseaux - Créer un groupe de préparation du congrès mandaté - Maintenir le format du débat contradictoire - Equilibrer ateliers/Pléniers pour dédensifier les journées. - Valoriser des initiatives locales, créer plateforme participative - Prévoir un temps dédié aux réseaux régionaux et plutôt en début de congrès car facteur de convivialité et d'interconnaissance. 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Ou veut-on emmener les congressistes? quels objectifs, livrables ? indicateurs de réussite ? évaluation - Définir et animer une stratégie partenariale <p>Questionnaire de satisfaction à réitérer sous le format numérique, taux de réponse important (72%°, voir l'analyse des questionnaires de satisfaction.</p>	
	<p>PROCHAINE COMMISSION PERMANENTE Le 19 mars 2020 Siège d'Idéal Connaissances Kremlin Bicêtre</p>	